

19 mars ! en marche pour la justice et la dignité

Agressions et crimes contre les jeunes victimes du racisme

Adama, Théo, Zyad, Bouna... et tous les autres moins médiatisés, la liste des victimes de violences policières est trop longue. Une grande marche est organisée le 19 mars pour protester et dénoncer les responsables, auteurs de crimes, et exiger justice. Ils ont été commis par des personnes et elles doivent être jugées au même titre que toutes autres. Nous dénonçons aussi les politiques qui permettent ces crimes. Des policiers sont ainsi autorisés à utiliser des armes, à multiplier les arrestations violentes, à agresser de façon régulière physiquement et verbalement, ce qui est allé jusqu'à la mort de jeunes et au viol de Théo. Ceci découle autant des politiques sécuritaires exacerbées que des stigmatisations portées par dans les discours politiques sur les Roms, les jeunes de banlieues, et ce au plus haut niveau de l'Etat. Certains policiers, et même des magistrats ont complètement intégrés ces autorisations implicites à retourner la violence "d'Etat" contre ces populations. Loin de vouloir en finir avec cette impunité, le Parlement vient ainsi de valider un assouplissement des règles de présomption d'innocence pour les policiers. Un récent rapport d'Amnesty International alerte sur le durcissement des législations en France et les violences policières

#19mars!
JEmarche!

Ce que fait Solidaires

- L'Union syndicale Solidaires participe aux luttes **pour la régularisation des sans-papiers** et certaines unions locales organisent des **permanences syndicales**.
- Elle participe à la campagne pour la régularisation des travailleurs sans papiers et **contre le travail dissimulé** notamment avec SUD travail et affaires sociales, à la campagne **racket** avec Solidaires finances publiques.
- Elle est présente dans le **soutien aux réfugiés** dans différentes villes, participe à la campagne « **Délinquants solidaires** » et soutient Ibtissam de SUD santé sociaux, travailleuse sociale et déléguée du personnel en procédure de licenciement pour avoir dénoncé les conditions dans un foyer accueillant des mineurs. Elle soutient les **travailleurs et travailleuses sociales dans les secteurs du droit d'asile** et participe aux Etats généraux alternatifs du Travail Social
- Elle **dénonce le renforcement des lois et pratiques répressives sous couvert de laïcité au travail et dans l'espace public**. Elle défend contre la **SNCF les Chibanis** qui exigent la reconnaissance de leurs droits.
- Elle participe avec l'association VISA à **combattre le racisme et les idées d'extrême droite** dans les entreprises et les services.
- Solidaires se bat **contre l'instauration permanente de l'Etat d'urgence**, qui a aussi permis les violences policières graves, commises lors du conflit contre la loi travail.

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...

www.solidaires.org contact@solidaires.org,

144 boulevard de la Villette 75019 Paris, 01 58 39 30 20



Aujourd'hui s'agissant du viol de Théo, l'Inspection générale des services de la police conteste le viol, l'instruction a néanmoins pris en compte celui-ci, mais la mobilisation est une nécessité absolue pour que justice soit rendue et que de tels faits cessent.

Un racisme qui vient de loin et de tout en haut de l'Etat

La politique qui depuis de très nombreuses années entraîne la dégradation de la situation sociale dans les quartiers populaires, des services publics, l'absence de lutte résolue contre les discriminations dans le travail, à l'embauche, ainsi que dans le système éducatif amènent les hommes et les femmes de ces quartiers à être considéré-es comme des citoyen-nés de seconde zone. S'ajoute aujourd'hui la stigmatisation permanente dans le débat public et par les autorités de la communauté musulmane, ou supposée telle, au moyen d'amalgames nauséabonds et la multiplication des interdictions par de nouvelles lois. Tout est mis en œuvre pour masquer les vraies causes de la violence sociale en concourant ainsi à la banalisation des discours et actes racistes.

Une politique raciste vis à vis des réfugié-es

De plus, la façon dont le gouvernement Hollande a décidé de traiter les réfugié-es ajoute à ce climat. Les migrant-es qui arrivent, poussé-es par les guerres, la répression et la misère sont présenté-es comme une menace, éventuellement de nature « terroriste », un risque de déstabilisation politique et sociale. La France pratique avec de nombreux autres pays européens une politique de non-accueil, de non-asile, de non-protection des mineurs qui arrivent sur le territoire, peu importe même que cela soit en contradiction avec les lois existantes. La répression policière suit partout : aux frontières, à Paris et St Denis où les campements sont détruits sans relogement... et contre ceux et celles qui se nomment eux-mêmes « délinquant-es solidaires » à Paris, Calais, dans la vallée de la Roya, ou au travail quand des travailleurs et travailleuses sociaux défendent les migrant-es contre des conditions indignes.

Dans le monde du travail

Et pendant ce temps... les affaires continuent. Les patrons continuent d'embaucher des travailleurs et travailleuses sans papier pour avoir une main d'œuvre corvéable. Les grandes entreprises ferment les yeux dans des secteurs comme le bâtiment en particulier, avec la sous-traitance en cascade. Mais des luttes exis-

tent et font avancer le combat pour leur régularisation, comme sur le chantier de la RATP avec une filiale de Vinci, ou dans le cadre de la campagne pour la régularisation des travailleurs sans papiers et contre le travail dissimulé.

L'état d'urgence encore

Les dérives autoritaires liées à l'état d'urgence permanent ainsi que la multiplication des déclarations et promesses électorales populistes dans le cadre de la campagne présidentielle ne font qu'envenimer encore plus ces différents constats.



La marche du 19 mars sera un moment
- de rassemblement de toutes celles et ceux qui sont victimes de ces politiques et entendent lutter pour l'égalité,
- de manifestation pour dire stop au racisme et à l'impunité.

Il s'agit de manifester ensemble aujourd'hui pour pouvoir vivre et travailler aujourd'hui et demain.

Dans d'autres pays le même week-end des manifestations auront lieu.